REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 27 septembre au 03 octobre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Culture : prix Indianocéanie 2022-2023.....2
- Prix Indianocéanie de la jeunesse 2022-2023
- L'édition 2022-2023 du Prix Indianoceanie a fait la part belle aux jeunes

1.2 Coopération régionale : projet GPS.....6
- La paix et la stabilité, des questions qui préoccupent la COI

1.3 Sécurité maritime.....7
- EUNAVFOR Conducts First Combined Operation with RMIFC and RCOC

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie.....9
- Madagascar – Union européenne : Hausse de 40% des recettes globales conclues dans le 11e accord de pêche
- IMF praises Central Bank of Seychelles for setting "high benchmark for transparency", says report
- Renganaden Padayachy : « Le gouvernement est déterminé à améliorer la vie quotidienne des expatriés »
- La CCI organise des rencontres entre des acheteurs publics et des entreprises

2.2 Environnement.....14
- Young people in Seychelles encouraged to dive into GEF's Ridge to Reef Project

2.3 Changement climatique..... 15
- African climate summit opens in DR Congo

1.4 Tourisme.....16
- Steven Obeegadoo : « Maurice a accueilli plus d'un million de passagers depuis la réouverture des frontières »
- Relance du tourisme : Près de 70 opérateurs internationaux en éductour à Madagascar



Le Conseil départemental de La Réunion et la Commission de l'océan Indien ont organisé trois éditions du prix Indianocéanie depuis 2018 avec la collaboration de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Sur les trois éditions du prix Indianocéanie, nous avons reçu 175 manuscrits qu'il s'agisse de romans, de recueils de poésies, de contes et nouvelles ou encore de pièces de théâtre.

Pour mémoire, je pense qu'il est utile de rappeler qui sont celles et ceux qui ont été récompensés : Lors de la première édition en 2018, l'auteur malgache Jean-Pierre Haga Andriamampandry nous a raconté, dans Le Jumeau, l'itinérance de Fano, entre légendes et réalités contemporaines.

En 2019, c'est la Mauricienne Davina Ittoo qui nous a partagé, à travers Arjun et Krishna, l'ébullition, les espoirs et la Misère – titre de son roman – d'une Nation qui s'éveille. Son roman a d'ailleurs eu un très beau parcours depuis le prix Indianocéanie ayant été finaliste du prix Vanille et du Grand prix du roman métis en 2020.

Pour la troisième édition, c'est une primo-écrivaine de Maurice, Sharon Paul, qui a été désignée lauréate pour son roman « le cantique du rasta » qui nous fait découvrir Nas, un maçon à la voix d'or qui cristallisera les souffrances, les espoirs déçus et les frustrations d'une frange délaissée de la population.

Graduellement, le prix Indianocéanie s'est imposé comme l'un des plus importants prix littéraires de la région.

Il est en tout cas l'un des mieux dotés avec une récompense de 1 000 euros et surtout une publication commerciale d'un minimum de 500 exemplaires avec la maison d'édition L'Atelier des Nomades.

Ce prix Indianocéanie, qui est une belle idée proposée à la COI par le Conseil départementale de La Réunion, est une fenêtre ouverte sur notre région singulière.

L'écriture est l'un des modes d'expression les plus utilisés dans notre région malgré les difficultés qu'ont les auteurs à se faire publier et celles que rencontre la filière du livre pour être compétitive et rentable.

Aussi, tenant compte de l'enthousiasme suscité lors des trois premières éditions et souhaitant encourager l'écriture et la lecture dans nos îles, le Conseil départemental de La Réunion et la COI ont décidé d'organiser une quatrième édition spéciale du prix Indianocéanie. En effet, cette édition est dédiée aux jeunes de nos îles, plus précisément aux jeunes collégiens de 12 à 15 ans que nous invitons à écrire un conte ou une nouvelle en groupe et sous la férule d'un accompagnateur.

En organisant cette édition spéciale pour la jeunesse de nos îles, nous entendons promouvoir auprès d'eux le goût de l'écriture et de la lecture, l'attrait de la littérature d'expression française et surtout les inviter à créer, à laisser libre cours à leur imaginaire.

L'appel à écritures pour le prix Indianocéanie de la Jeunesse est donc ouvert à partir de demain, le 30 juin, et ce, jusqu'au 15 octobre 2022.



DOSSIER DE PRESSE

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

DÉPARTEMENT DE LA Réunion

L'édition 2022-2023 du Prix Indianocéanie a fait la part belle aux jeunes



L'appel à candidatures pour le prix indianoceania est ouvert jusqu'au 15 octobre 2022.
Cette édition 2022-2023 du prix Indianoceania fait la part belle aux jeunes. Organisé par le COI et le Département de La Réunion, le Prix de la Jeunesse Indianoceania est 100% numérique. Les demandes sont soumises par voie électronique.
L'appel à l'écriture vous invite à écrire un texte – histoire ou nouvelle – autour d'un thème. La première édition du Prix de la Jeunesse Indianoceania a pour thème : « Terre, Mer, Ciel, Feu ».
Le prix de la jeunesse indianoceania est ouvert aux groupes de 5 à 10 élèves âgés de 12 à 15 ans d'un même établissement ou des Alliances Françaises des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien, à savoir Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et La Réunion.
Chaque groupe de participants doit être encadré par au moins un enseignant/enseignant référent de l'établissement ou de l'Alliance française concerné.
Parmi les critères de décision, le jury dont la composition relève de la compétence de chaque État membre de la Commission de l'océan Indien, tiendra compte notamment de la qualité littéraire du texte, de son originalité, du respect du thème imposé et du rapport avec l'océan indian espace.
Le Prix Jeunes Indianoceania sera récompensé par un voyage à Paris ou à la Réunion sur le thème « Ecriture française », une bourse pour chaque élève du groupe lauréat, l'attribution de livres, une publication numérique sur le site du CIO de la nouvelle/conte du groupe gagnant et des manuscrits gagnants dans chacun des autres territoires.

Ce prix sera remis à l'enseignant représentant le groupe de jeunes lors d'une cérémonie de remise de prix prévue à Maurice le 15 décembre 2022.
En plus de désigner le gagnant, le jury sélectionnera un manuscrit de chacun des autres territoires non gagnants. Au total, le jury sélectionnera 5 manuscrits qui feront l'objet d'une publication électronique « Terre, mer, ciel, feu. Contes et nouvelles d'Indianocéanie ».
Lancé en 2017 par la Commission de l'Océan Indien et le Conseil Départemental de La Réunion, le prix Indianocéanie récompense une œuvre littéraire inspirée de cet espace géographique, culturel, linguistique… comme socle de références partagées, lieu de réinvention du monde. A ce jour, trois éditions du prix Indianoceanie ont eu lieu, récompensant Le jumeau de Jean-Pierre Haga Andriamampandry (2018), Misère de Davina Ittoo (2019) et Le cantique du rasta de Sharon Paul (2021).
Irina

Lire aussi :

- L'édition 2022-2023 du prix Indianocéanie fait place aux jeunes (orange.mg)
- https://www.commissionoceanindien.org/wp-content/uploads/2022/06/REGLEMENT-prix-Indianoceanie-de-la-jeunesse-2022-2023-1.pdf
- http://ile-maurice.niooz.fr/prix-indianoceanie-de-la-jeunesse-2022-2023-44228160.shtml
- https://www.departement974.fr/actualite/prix-indianoceanie-de-jeunesse-vos-claviers-pour-4eme-edition-2022
- https://www.linkedin.com/posts/gilles-ribouet-a414392a_prix-indianoc%C3%A9anie-de-la-jeunesse-2022-activity-6963897964385714176-QYe8/?trk=public_profile_like_view&originalSubdomain=mu

La Gazette des Comores

COOPÉRATION RÉGIONALE

La paix et la stabilité, des questions qui préoccupent la COI

La Commission de l'océan Indien (COI) a lancé les premières activités du projet Gouvernance, Paix et Stabilité en Indianocéanie (GPS). Ce projet vise le renforcement des institutions démocratiques, la consolidation de l'état de droit et la dynamisation de la participation citoyenne en faveur de la paix au sein des États membres de la COI.

Le jeudi 22 septembre dernier, la Commission de l'océan Indien (COI) s'était réunie à Antananarivo (Madagascar) pour le lancement du projet régional basé sur la gouvernance, paix et stabilité. Ce projet, financé par l'Agence française de développement, vise le renforcement des institutions démocratiques, la consolidation de l'état de droit et la dynamisation de la participation citoyenne en faveur de la paix au sein des États membres de la COI. La cérémonie de lancement officiel était l'occasion de présenter les premières activités qui démarrent. Elles se caractérisent par leur diversité tant dans le contenu que dans les publics visés. Les Comores sont représentés dans cette cérémonie par le directeur général de la coopération internationale et OPL auprès de la COI, Imam Abdillah avec une forte délégation multisectorielle pour concevoir des stratégies de lutte contre les actes qui menacent la paix dans la région.

Les premières actions du projet GPS ciblent les parlementaires, les institutions démocratiques, les organismes de gestion des élections (OGE) et de la société civile ou encore les professionnels de médias et les citoyens. Concrètement, le projet déroulera sur les prochaines semaines sur un atelier d'échanges sur les stratégies de communication et de sensibilisation des OGE dont la Commission électorale nationale indépendante de Madagascar, la formation des professionnels de médias malagasy à la couverture de processus électoraux et de médias seychellois à la couverture parlementaire et des institutions démocratiques, la création d'un réseau régional des Organes de gestion des élections, un séminaire régional de réflexion sur la paix et la prévention des crises, un séminaire régional pour la redynamisation de l'Association des Parlementaires des États membres de la COI.

Le démarrage des activités renforce l'engagement de la COI à porter la voix des Etats membres pour construire un authentique espace de paix et de faire de l'Indianocéanie un espace résilient. « Ce premier projet dans l'histoire de la COI en faveur de la Gouvernance, de la paix et de la stabilité est ambitieux et doit répondre à l'aspiration commune d'un vivre-ensemble harmonieux et d'une paix durable », résume ainsi le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou. Et de détailler : « La COI et ses Etats membres pourront, à travers le projet GPS, aller au-delà d'actions Adhoc en prévision d'échéances électorales ou en réponse à des turbulences. Il permettra d'élaborer des mécanismes de prévention et de médiation ; de renforcer les capacités institutionnelles et fonctionnelles de la COI, des institutions nationales dont les organismes de gestion des élections et des acteurs non-étatiques comme les médias ; de mieux impliquer les populations dans la vie publique, notamment les femmes et les jeunes ; ou encore de redonner du souffle à la diplomatie parlementaire à travers l'Association des parlementaires des pays membres de la COI car les élus de nos pays ont une légitimité démocratique incontestable pour promouvoir la paix, contribuer au renforcement de la gouvernance,


Lancement du projet COI gouvernance et paix.

entreprendre des médiations et aussi participer aux actions de la COI pour la résilience et le développement de la région ».

Ce projet est une préoccupation gouvernementale dans la mesure où le même jour (22 septembre), le président de la république Azali Assoumani a beaucoup insisté sur la préservation de la paix, dans son allocution à la 77ème Assemblée Générale des Nations Unies. « Mon Gouvernement s'associe à toutes les initiatives régionales et mondiales pour mener un combat, sans merci, contre ces actes barbares qui sont une menace majeure pour la sécurité des biens et des personnes. C'est pour cette raison que j'ai toujours accordé une grande importance à la dimension sécuritaire dans notre action géostratégique, notamment dans la zone du Canal du Mozambique et de la région du Sud-ouest de l'Océan Indien », avait-t-il annoncé.

Kamal Gamal

Lire aussi :

- https://www.memento.fr/article_26-09-2022-lancement-officiel-des-activites-du-projet-gouvernance-paix-et-stabilite-de-la-commission-de-l-ocean-indien

EUNAVFOR Conducts First Combined Operation with RMIFC and RCOC



EUNAVFOR Atalanta and both the Regional Maritime Information Fusion Center (RMIFC/Madagascar) and the Regional Coordination Operations Center (RCOC/Seychelles) conducted their first joint operation from September 21 to 24. This first Operation, named MARLIN, was aimed at strengthening maritime security in the Western Indian Ocean through sustainable collaboration between the States of the region and international partners. It contributed to the implementation of the cooperation agreement signed between EUNAVFOR Operation ATALANTA and the two regional centers in December 2021, as part of the development of the Western Indian Ocean Maritime Security Architecture implemented by the Indian Ocean Commission (IOC) through the EU-funded Regional Maritime Security Program (MASE).

Operation MARLIN focused on combating drug trafficking and illegal, unreported and unregulated fishing (IUU fishing). It was executed in the Exclusive Economic Zone of Seychelles. The operation involved the deployment of several naval air assets, such as the ATALANTA Flag Ship ESPS NUMANCIA, with a helicopter AB212 and a SCAN EAGLE UAV, the Seychelles Coast Guard patrol boat PS ETOILE and the Seychelles Air Force maritime patrol aircraft DORNIER 228.

The joint operation made it possible to detect and monitor more than 20 vessels in an area of about 150,000 km² thanks to the information provided by the air assets. It remains an important step forward in structuring and strengthening the necessary technical and operational cooperation to reach an optimal level of interoperability.

According to the Indian Ocean Commission, it has also enabled the seven signatory states of the MASE agreement (Comoros, Djibouti, France (Reunion), Kenya, Madagascar, Mauritius and Seychelles) to benefit from the professional expertise of the European Naval Force and to share best practices through their liaison officers based in the two regional centers.
This new operation has demonstrated the new challenges associated to maritime operations. In addition to surveillance and sea control, this type of operation is a way to test, improve and reinforce the technical and human capabilities of the regional maritime security architecture in order to better respond to the security challenges in the maritime spaces of the Western Indian Ocean in collaboration with countries and partners in the region in the long term.

Madagascar – Union européenne : Hausse de 40% des recettes globales conclues dans le 11e accord de pêche

Le 11e protocole d'accord de pêche entre Madagascar et l'Union européenne est finalement conclu après sept sessions de négociation entre les deux parties.

« On a autorisé 70 à 72 bateaux battant pavillon européen à pêcher dans la Zone Économique Exclusive de Madagascar. Il s'agit notamment d'une pêche spécifique aux thons avec un tonnage de référence de 14 000 tonnes. Le nombre de navires a diminué de 30% si l'on compare au précédent accord de partenariat de pêche qui a expiré en 2018. Le tonnage de référence a également suivi ce rythme descendant, et ce, de l'ordre de 11%. En revanche, les recettes globales conclues dans ce 11e accord de pêche connaissent une hausse de 40%, soit environ 12,289 millions d'euros contre 8,9 millions d'euros. Pour le prix à la tonne, ce sera fixé à 220 euros contre 142 euros auparavant », a exposé le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Mahatante Paubert lors d'une conférence de presse, hier. Il est à noter que cet accord de pêche s'étalera entre 2023 et 2027.

Taxe environnementale. Et lui d'ajouter que d'autres paramètres déterminant ce paquet financier ont été négociés. « L'appui sectoriel de l'Union européenne est révisé à 1 million d'euros contre 700 000 euros lors du 10e accord de pêche. La redevance à payer par les armateurs a augmenté à 85 euros par tonne au lieu de 70 euros. En revanche, le droit d'accès aux ressources reste inchangé, soit 50 euros par tonne. Nous avons également mis en place pour la première fois une taxe environnementale fixée à 2,25 euros par tonne pour tout type de navire. Mais ces recettes globales pourraient encore augmenter lors de la finalisation de ce 11e accord de pêche prévue le 24 octobre 2022, avec la venue d'une délégation de l'Union européenne. Nous allons discuter sur l'accord relatif aux pêches accessoires, les avantages des marins malgaches, l'engagement sur les observateurs et les chercheurs nationaux à monter à bord des navires européens et cette taxe environnementale », selon ses dires. Et lui de rappeler que les propositions initiales de Madagascar étaient d'enregistrer un paquet financier de plus de 100 millions d'euros sur 4 ans.

IMF praises Central Bank of Seychelles for setting "high benchmark for transparency", says report

By: **Betymie Bonnelame**



CBS Governor Caroline Abel has welcomed the publication of the review. (Betymie Bonnelame, Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - The International Monetary Fund (IMF) has commended the Central Bank of Seychelles for its transparency practices, according to a report published on Thursday.

The bank "sets a high benchmark for transparency, given the economic, and financial development and literacy circumstances of Seychelles, which is recognised by the stakeholders, thus maintaining a high level of trust and accountability," says the IMF review.

The report also noted that "Despite constrained human capital resources, the CBS has taken commendable actions to facilitate an open and dynamic dialogue with key stakeholders. The CBS took the lead in communications on extraordinary support programmes during the COVID-19 pandemic, regularly engaging with the public using plain language and various communication tools."

In a statement on Thursday, CBS Governor Caroline Abel welcomed the publication of the review, saying: "The step to become one of the early adopters of the **Central Bank Transparency Code** in 2020 also testified to the Bank's commitment to proactively disclose information to the public in line with the Access to Information legislation; hence it is very fitting that the IMF's evaluation of CBS' transparency practices has been published today as we commemorate the International Day for Universal Access to Information."

She noted that the report's results also confirm "the bank's commitment to transparency across its governance, policies and activities, notably its communication to all stakeholders, including the public, as we endeavour to

foster greater collaboration and understanding of the work done by the institution."
The IMF review was conducted from June 23 to July 5 at the CBS' request following its adoption of the IMF **Central Bank Transparency Code** in August 2020.
The bank's governance, policies, operations, outcome, and official relations were evaluated and discussions were also held with representatives of government institutions, financial service providers, the National Assembly, the media and the private sector.
The IMF did, however, note that "There is room for improved transparency practices mostly in the areas of governance and accountability arrangements, confidentiality policy, anti-money laundering/countering the financing of terrorism (AML/CFT) supervisory policies, and internal AML/CFT controls.

Renganaden Padayachy : « Le gouvernement est déterminé à améliorer la vie quotidienne des expatriés »



"Le gouvernement s'efforce d'améliorer continuellement son offre d'accueil pour ceux qui souhaitent s'installer à Maurice, et dans le but d'améliorer la vie quotidienne de nos expatriés, nous continuons à investir massivement dans l'amélioration de la connectivité aérienne avec le reste du monde ainsi que dans les infrastructures de transport, de santé, de loisirs et d'éducation du pays." Le ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement, le Dr Renganaden Padayachy, a fait cette déclaration, le 28 septembre, à l'hôtel InterContinental Resort Mauritius à Balaclava, lors d'une session de rencontre et d'accueil pour les détenteurs de Visas Premium.

L'événement, organisé par l'Economic Development Board (EDB) en collaboration avec le ministère des Finances, de la Planification économique et du Développement, avait pour but de servir de plateforme de dialogue entre les parties prenantes et de sensibiliser les détenteurs de Visas Premium à l'idée de considérer l'île Maurice comme un centre de retraite et de résidence.

Le président du Conseil d'administration de l'EDB, Hemraj Ramnial, le directeur général de l'EDB, Ken Poonoosamy et d'autres personnalités étaient présents à l'événement.

Dans son discours, le ministre Padayachy a souligné que depuis l'introduction du Premium Visa Scheme le 16 novembre 2020 à ce jour, les autorités mauriciennes ont reçu plus de 3 600 demandes de Visas Premium, dont plus de 2 430 demandes provenant de pas moins de 45 pays ont été approuvées. Il a rappelé que ce schéma a été introduit il y a deux ans dans le contexte de la pandémie de COVID-19 avec l'objectif de permettre aux ressortissants étrangers de résider à Maurice tout en ayant la possibilité de travailler à distance depuis le pays. **Suite de l'article**

La CCI organise des rencontres entre des acheteurs publics et des entreprises



Le Président et les élus de la CCI Réunion ont accueilli ce jeudi 29 septembre, au siège de la CCI Réunion, Mme Nathalie Infante, Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales (SGAR), les Acheteurs Publics et les entreprises pour une journée riche en information et en opportunités sur la Commande Publique. Nous publions ci-dessous le communiqué de la CCI Réunion.(Photos : CCI Réunion)

Plus de 80 entreprises présentes sur l'ensemble de cette première journée.
Services de l'Etat présents : Préfecture, RSMA Réunion, FAZSOI, ministère de la Justice, TAAF, ONF, Centres pénitentiaires, Météo France, ARS, Rectorat, et bien d'autres.
Ateliers à destination des entreprises : dématérialisation des marchés publics (retraits-dépôts de dossier sur la plateforme PLACE, création d'alertes pour recevoir des appels d'offres) ; facturation électronique avec CHORUS PRO ; signature électronique.
RENCONTRES B TO B : Rencontres individuelles Acheteurs Publics – Entreprises ; référencement des entreprises ; valorisation des savoir-faire ; identification des achats prévisionnels
Les grandes lignes du discours du Président de la CCI Réunion, M. Pierrick Robert :
"Comme vous le savez, l'accès à la commande publique pour nos petites entreprises reste un sujet de discussions au cœur de nos préoccupations. Objet de toutes les attentions et moteur essentiel du dynamisme économique réunionnais, la commande publique contribue de manière significative à la croissance de notre territoire.
Pour rappel, la Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion comptabilise 46 090 entreprises ressortissantes dont 42 329 soit 92% sont des petites entreprises ayant des effectifs compris entre 0 et 5 salariés. **Suite de l'article**

Young people in Seychelles encouraged to dive into GEF's Ridge to Reef Project

Sharon Ernesta



The Ridge to Reef Project focuses on improving the management and conservation of upland forests and agricultural ecosystems as well as coastal and marine ecosystems (Nature Seychelles)

(Seychelles News Agency) - Young people in Seychelles are being encouraged to take a deeper interest in the island's environment, ecosystems and biodiversity.

The younger generation is being asked not only to participate in environment-related activities but to also conduct research, write and seek funding for environment-related projects and consider careers in the field.

In a recent activity, these concerns were discussed with a group of young people, who had the opportunity to learn more about the '**Ridge to Reef** Project' and discuss ways to increase their involvement and interest in the project.

The '**Ridge to Reef** Project' is a Global Environment Facility (GEF) funded project implemented by the Ministry of Agriculture, Climate Change and Environment that aims at undertaking a comprehensive **Ridge to Reef** (R2R) approach that addresses the whole island.

The approach focuses on improving the management and conservation of upland forests and agricultural ecosystems as well as coastal and marine ecosystems in Seychelles to produce global benefits in terms of the conservation of globally significant biodiversity and to stop and reverse ecosystem degradation.

Wills Agricole, the technical advisor for climate change and energy, said that the ministry is looking at more innovative ways to enhance outreach programmes and educate vulnerable groups, especially the future generation who are the custodians of the islands.

Rajelle Barbe, the communications officer of the **Ridge to Reef** Project, said in an interview on the Seychelles Broadcasting Corporation TV that past activities, especially at the community level, have shown little participation of young people. **Suite de l'article**

African climate summit opens in DR Congo



Fishermen return after a day of work in the Congo River a few kilometers from the city of Kisangani, Tshopo province, northeastern Democratic Republic of Congo on September 01, 2022. (Photo by Guerchom Ndebo / AFP)

(AFP) - Environment ministers from about 50 countries will gather in the Democratic Republic of Congo on Monday for a "pre-COP27" climate summit, with rich nations likely to come under pressure to raise spending to combat climate change.

The talks in the DRC's capital, Kinshasa, are informal but meant to allow various countries and green groups to take stock of political positions ahead of COP27 -- the United Nations climate gathering of world leaders in Egypt next month.

An opening ceremony will take place in the Congolese parliament building in Kinshasa, followed by discussions on mitigating climate change, and providing funding for countries already damaged by global heating and severe weather events.

Delegates from about 50 countries are expected to attend the talks, including United States climate envoy John Kerry.

"The emphasis will certainly be on support from industrialised countries to countries in the south," a Western diplomat recently told AFP.

The last UN climate summit, COP26 in Glasgow in November 2021, reaffirmed the goal -- agreed in Paris in 2015 -- of limiting the rise in the Earth's average temperature to well below 2.0 degrees Celsius above pre-industrial levels and pursuing efforts to limit it to 1.5C.

That goal may already be beyond reach as the Earth's temperature is already 1.2C higher than before the Industrial Revolution of the 19th century.

Poorer countries had pushed at Glasgow for a financial mechanism to address losses and damage caused by climate change. **Suite de l'article**

Steven Obeegadoo : « Maurice a accueilli plus d'un million de passagers depuis la réouverture des frontières »



« Un an, jour pour jour, depuis que Maurice a réouvert ses frontières et nous avons déjà accueilli plus d'un million de passagers, dont environ 800 000 touristes », a fait ressortir le Premier ministre adjoint Steven Obeegadoo, lors de son intervention à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'Association des Transporteurs Aériens Francophones (ATAF), hier matin à l'hôtel Trou aux Biches.
Il a d'emblée félicité le collectif « One Mauritius », qui comprend tous les acteurs du voyage et du tourisme, pour ce résultat.

Steven Obeegadoo a aussi rappelé qu'en tant que pays insulaire, Maurice dépend énormément de l'aviation pour presque tout, voire tout. « Si nous l'avions oublié, la pandémie de la COVID-19 nous l'a rappelé de la manière la plus brutale qui soit. Nous avons vu l'importance d'une compagnie aérienne nationale pour assurer l'approvisionnement du pays en besoins vitaux tels que les vaccins, les masques, équipements médicaux, médicaments et bien d'autres », a-t-il précisé.

Tout en évoquant l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie mauricienne, Steven Obeegadoo a accentué sur les mesures prises par l'État pour soutenir le secteur de l'aviation et du tourisme. « L'État a déboursé plus de 543 millions d'euros pour soutenir les entreprises et préserver les emplois dans le secteur touristique et a également injecté plus de 274 millions d'euros pour permettre à la compagnie d'aviation nationale, Air Mauritius, de reprendre son vol », a-t-il soutenu.

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Relance du tourisme : Près de 70 opérateurs internationaux en éductour à Madagascar



Ce sont des opérateurs touristiques provenant d'une vingtaine de pays.

Après la réouverture des frontières, le ministère du Tourisme met en œuvre des stratégies visant à relancer le secteur du tourisme qui a été mal en point pendant presque deux ans, en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le département ministériel en partenariat avec l'Office National du Tourisme de Madagascar, a invité des Tours opérateurs émetteurs à effectuer un éductour dans la Grande île afin que ces professionnels du tourisme étrangers puissent vendre la destination. Ainsi, près de 70 opérateurs touristiques internationaux représentant une vingtaine de pays ont répondu favorablement à leur appel. Arrivés en terre malgache depuis hier à bord du vol Ethiopian Airlines, ils vont choisir un site sur les neuf destinations proposées pour y séjourner pendant une semaine. Ces destinations sont notamment Nosy-Be, Antsiranana, Mahajanga, Morondava, Toamasina, Sainte-Marie, SAVA, Toliara et Fort-dauphin. *« L'objectif de l'organisation de ce voyage de reconnaissance en faveur de ces Tours opérateurs émetteurs consiste à leur redonner confiance sur la relance de la destination après deux années d'arrêt d'activité touristique dû à la crise sanitaire dans le pays »*, a expliqué le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto, lors de l'accueil de ces opérateurs touristiques internationaux, hier, à l'aéroport international d'Ivato.

Nouveaux marchés prospectés. Et lui de rajouter que ces opérateurs proviennent des marchés traditionnels qui sont habitués à vendre la destination Madagascar, comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Suisse et l'Espagne. « On identifie également des Tours opérateurs provenant des marchés émergents notamment l'Europe de l'Est tels que la Roumanie, la Pologne, la Lettonie, la Hongrie, le Portugal et la Russie. Ils ne connaissent pas encore Madagascar mais ils vendent déjà la destination.
Suite de l'article